



Le PGO à dix ans :

Vers un renouveau démocratique

Sommaire exécutif



Open
Government
Partnership



Lorsque huit gouvernements et neuf leaders de la société civile ont lancé le PGO en 2011, personne ne s'attendait à ce qu'il atteigne son envergure et sa portée actuelles. Au cours des dix dernières années, cependant, le PGO s'est développé d'une manière qui a dépassé les attentes. Les gouvernements et des milliers de membres de la société civile ont, ensemble, co-créé plus de 4 500 engagements au moyen de 300 plans d'action dans 78 pays. Des centaines de ces engagements ont déjà changé la façon dont les gouvernements travaillent malgré un environnement politique mondial de plus en plus hostile à l'ouverture. Derrière chaque engagement, il y a une histoire de réformateurs et de réformes. Lorsque ces réformes sont mises bout à bout, elles montrent que le PGO fonctionne. Elles plantent également les graines d'un renouveau démocratique.

Les axes de croissance

Le PGO s'est développé grâce aux contributions et au dévouement des réformateurs de tous les coins du gouvernement, de la société civile et au-delà. Le PGO s'est développé dans trois directions : ses membres, ses parties prenantes gouvernementales et la diversité de ses participants.

Le nombre de membres du PGO a augmenté rapidement depuis sa création. Le PGO a commencé comme un partenariat de seulement huit membres et s'est étendu à 78 membres nationaux en 2018. Aujourd'hui, le partenariat continue de croître, principalement grâce à l'expansion du programme local, qui compte désormais 76 membres.

Les processus et engagements du PGO ont de plus en plus inclus différentes divisions et divers niveaux de gouvernement. Bien que le PGO ait commencé comme une initiative de l'exécutif, il y a toujours eu un nombre considérable d'engagements de la part d'autres divisions du gouvernement. Les pouvoirs législatifs, les institutions judiciaires et les entités gouvernementales infranationales jouent un rôle essentiel, en contrôlant les abus de l'exécutif et en servant de laboratoires d'innovation.

La participation au PGO devient plus inclusive et équitable. Les efforts déployés pour rendre les plans d'action plus inclusifs se sont traduits par une

plus grande diversité dans les processus du PGO et par une augmentation considérable du nombre d'engagements visant expressément à rendre la gouvernance plus équitable.

Le modèle du PGO fonctionne

Le modèle du PGO, en bref, repose sur l'idée que la société civile et le gouvernement co-créent des plans d'action sur deux ans comprenant des engagements concrets et ambitieux. Ces engagements sont ensuite mis en œuvre de manière crédible, avec l'aide d'organisations partenaires du monde entier et évalués par un mécanisme d'évaluation indépendant. Il en résulte des gouvernements plus ouverts, de meilleures politiques et des améliorations dans la vie des gens.

Un ensemble de preuves émergentes suggère que les différentes parties de la plateforme du PGO fonctionnent :

- Adhésion au PGO** : plusieurs pays ont mis en œuvre des réformes de gouvernement ouvert pour devenir admissibles au PGO. Par exemple, l'adhésion au PGO a constitué un levier important pour que le Maroc adopte en 2018 un projet de loi sur le droit à l'information attendu de longue date. Les critères d'admissibilité ont également empêché les pays non démocratiques d'adhérer.
- Plans d'action** : La société civile est de plus en plus investie dans le processus des plans d'action, ce qui est lié à des plans d'action et des résultats plus solides. Pendant ce temps, les engagements couvrent davantage de sujets et produisent des changements concrets dans les pratiques de gouvernement ouvert.
- Au-delà des plans d'action** : Le PGO est à l'origine de la création de nouveaux réseaux et de possibilités d'apprentissage par les pairs, de la présentation de réformes innovantes et de la mise en œuvre au niveau national des engagements mondiaux de haut niveau. Le PGO a également réagi aux menaces pesant sur les droits civils et politiques dans plusieurs pays membres.

Bien sûr, tous les membres du PGO ne suivent pas le processus du PGO. Cela représente un domaine d'amélioration et d'investissement continu.

Progrès dans les domaines politiques

Le processus du PGO décrit ci-dessus crée une base sur laquelle les réformateurs peuvent travailler ensemble pour renouveler la démocratie dans toute une série de domaines politiques. Ces réformes rendent les gouvernements plus ouverts et engagent les citoyens et la société civile tous les jours, et pas seulement toutes les quelques années lors d'un vote. Au cours des dix dernières années, les membres du PGO ont pris des engagements dans des dizaines de domaines politiques. Ce rapport se concentre sur quatre groupes principaux de réformes.

Les engagements du PGO ouvrent les institutions afin de renforcer la confiance et lutter contre la corruption en créant des registres de propriété effectifs accessibles au public et des données ouvertes sur les contrats. La politique fiscale ouverte permet aux groupes de la société civile de suivre l'argent et d'informer les décisions dans un certain nombre de domaines, des recettes et des budgets aux dépenses et aux audits. Par exemple, en Italie, un groupe d'adolescents a utilisé les données du registre des marchés publics du pays pour s'assurer que les fonds publics étaient dépensés correctement.

Les engagements du PGO engagent les citoyens à façonner les politiques et les services publics. Cela inclut les services publics essentiels, tels que l'accès à l'eau, aux soins de santé et à l'éducation, grâce à une meilleure transparence, à la délibération et à la responsabilité. Les membres utilisent également les plans d'action du PGO pour accroître la participation des citoyens à la gestion de l'environnement et à l'utilisation des ressources naturelles. Par exemple, en Équateur, les réformateurs ont utilisé le premier plan d'action de leur pays pour mettre en œuvre l'accord d'Escazú, un traité régional visant à protéger les défenseurs de l'environnement, à renforcer le droit à l'information et l'accès à la justice.

Les engagements du PGO s'attaquent à l'inégalité, y compris des engagements qui donnent du pouvoir aux personnes qui ont été exclues des décisions auparavant. Par exemple, au Nigeria, le gouvernement et les militants travaillent ensemble pour développer des directives complètes sur l'utilisation de la force par la police lors de

manifestations pacifiques. Aux Philippines, les organisations de défense des droits des femmes exigent une réforme plus pertinente dans le cadre du plan d'action. Pour lutter contre les inégalités, il faut mettre un frein à l'emprise de l'État et renforcer la solidarité, comme l'a fait l'Écosse dans le cadre de sa délibération nationale sur les inégalités.

Les engagements du PGO contribuent à construire des démocraties plus résilientes, grâce à la lutte contre la désinformation, la protection de la vie privée, l'arrêt de l'argent illicite dans la politique, la limitation des abus des grandes technologies, le renforcement de l'environnement médiatique et la protection de la liberté d'expression en ligne. Au Mexique, les organisations de la société civile travaillent avec le gouvernement pour créer des mécanismes de contrôle de l'utilisation de la surveillance à la suite des révélations sur l'utilisation abusive de logiciels de surveillance par le gouvernement.

Un contexte mondial changeant pour le gouvernement ouvert

Malgré dix ans de progrès pour le PGO et les efforts d'ouverture des gouvernements, la démocratie recule. Après quinze ans de recul des libertés civiles, le déclin démocratique s'est maintenant étendu ; des dizaines d'études montrent une érosion de l'État de droit et de l'intégrité électorale et une augmentation de la discrimination. Les pays du PGO n'ont pas été épargnés par cette tendance. La plupart d'entre eux ont constaté un recul des libertés civiles au cours de la décennie, et certains, comme la Hongrie, ont même quitté le partenariat pour cette raison. D'autres, comme l'Azerbaïdjan, ont été suspendus à la suite d'un harcèlement avéré des organisations de la société civile. D'un autre côté, les gens utilisent leur voix d'une manière sans précédent ; les manifestations publiques ont atteint un niveau record juste avant la pandémie et les pays du monde entier adoptent des approches délibératives pour entendre les citoyens sur les solutions climatiques, les inégalités et la réforme constitutionnelle.



Participants à la Journée de la société civile lors de la réunion régionale du PGO d'Asie-Pacifique en 2018 en Corée.

Où nous allons à partir de maintenant

Plusieurs défis restent à relever si l'on veut que

le PGO atteigne son plein potentiel. Les faits montrent que le modèle du PGO donne des résultats lorsqu'il est utilisé tel qu'il a été conçu. Cependant, il reste encore beaucoup à faire. Trois problèmes, en particulier, ne se sont pas améliorés ou se sont aggravés au cours de la première décennie du PGO :

- **Ambition à grande échelle** : Les engagements du PGO sont censés changer la façon dont chaque gouvernement fait des affaires et répond aux besoins des citoyens. Mais dans l'ensemble, les niveaux d'ambition ont légèrement diminué au fil du temps. Les données montrent que les engagements ambitieux sont les plus susceptibles de produire des résultats concrets, ce qui mérite une attention et des ressources collectives.

- **Mise en œuvre à grande échelle** : Si les taux globaux de mise en œuvre sont restés stables, plusieurs membres du PGO peinent à respecter leurs engagements, en particulier les pays à faible revenu. Le manque de ressources peut être un facteur contributif dans de nombreux cas, mais l'amélioration de la mise en œuvre dans l'ensemble du Partenariat nécessitera plus qu'un simple financement.

- **Fondamentaux démocratiques** : Le PGO pourrait faire plus pour traiter de la responsabilité publique, des droits civils et politiques et de l'intégrité politique. Le nombre d'engagements du PGO qui traitent de la responsabilité publique est tombé à un niveau historiquement bas d'environ cinq pour cent. De même, les engagements relatifs aux libertés civiles sont trop rares et espacés. Les membres du PGO pourraient également faire plus pour aborder les domaines essentiels de l'intégrité politique, tels que la divulgation des actifs et le financement politique.



Vers un renouveau démocratique

Le PGO fonctionne. La dernière décennie a vu des centaines de réformes d'envergure qui ont rendu le gouvernement plus ouvert, plus participatif et plus responsable. Cela s'est produit parce que les gens – qu'il s'agisse de politiciens, de militants, de fonctionnaires ou d'organisations internationales – l'ont fait, en travaillant ensemble. Cela s'est produit parce qu'ils ont choisi de prendre part à une expérience, de se joindre à un partenariat international qui n'avait pas fait ses preuves.

Au cours de la décennie, cette expérience a porté ses fruits et les résultats se sont multipliés. Les groupes de la société civile ont lutté pour des changements durement acquis et les gouvernements ont eu la couverture politique nécessaire pour entreprendre des réformes difficiles. Plus important encore, ils ont apporté des gains tangibles et des opportunités concrètes pour des personnes réelles.

Les défis auxquels le monde est confronté ne sont toutefois pas des défis ordinaires. Pour tirer pleinement parti de la puissance et du potentiel du Partenariat, il faut donc redoubler d'efforts sur ce qui fonctionne et affronter franchement ce qui ne fonctionne pas. Les fondements d'une meilleure démocratie sont évidents dans l'ensemble du PGO, mais nous devrons faire davantage si nous voulons résoudre nos crises simultanées dans les domaines sanitaire, économique, social, environnemental et démocratique.

Nous avons passé une décennie à développer notre force. Il est maintenant temps de l'utiliser.



Merci à toute la communauté du PGO - les réformateurs à l'intérieur et à l'extérieur du gouvernement, nos bailleurs de fonds, nos partenaires dans tous les secteurs - pour votre soutien et votre inspiration au cours de la dernière décennie.

À propos du PGO

PGO est un partenariat international qui rassemble les réformateurs au sein du gouvernement et de la société civile pour créer des plans d'action qui rendent les gouvernements plus participatifs, inclusifs, réactifs et responsables. Dans l'esprit du large collaboration, le PGO est supervisé par un comité directeur qui comprend des représentants des gouvernements et des organisations de la société civile. Pour devenir membre du PGO, les pays participants doivent souscrire à une déclaration de haut niveau sur le Gouvernement Ouvert, co-créer un plan d'action avec le public et s'engager à rendre compte de leurs progrès de manière indépendante.

Le PGO a été officiellement lancé le 20 septembre 2011, lorsque huit gouvernements fondateurs ont approuvé la Déclaration sur le gouvernement ouvert et annoncé leurs plans d'action nationaux. Aujourd'hui, 78 pays participants au PGO et 76 gouvernements locaux ont pris plus de 4 500 engagements pour rendre leurs gouvernements plus ouverts et responsables. Pour toute demande de renseignements, veuillez contacter info@opengovpartnership.org.

Une copie complète de ce rapport est disponible ici :
<https://www.opengovpartnership.org/fr/ogp-at-ten-toward-democratic-renewal/>

